

*Signification du secteur financier*

# La place industrielle et la place financière forment un tout

La place financière et la place industrielle suisses forment un tout. Elles poursuivent les mêmes intérêts et bénéficient réciproquement de leurs points forts. Propos de Patrick Odier, président de l'Association suisse des banquiers sur les avantages d'une place financière forte et son utilité pour l'économie suisse.

Depuis l'éclatement de la crise des marchés financiers, plusieurs milieux ont tenté de semer la discorde entre la place financière et la place industrielle. La place industrielle, le secteur des services et la place financière sont liés sous divers aspects et bénéficient réciproquement de leurs points forts. La marque «Made in Switzerland» est bien établie, et les entreprises et banques helvétiques constituent aujourd'hui la carte de visite de notre pays. Ceci est clair: «There is only one economy» la place financière et industrielle ne sont pas antagonistes.

## Toute l'économie bénéficie d'une place financière forte

Plusieurs branches tirent profit de la possibilité de vendre leurs biens et services, en tant que prestation préalable, à des sociétés du secteur financier. L'institut de recherche BAK Basel a récemment analysé minutieusement cette création de valeur directe au moyen d'un modèle. L'étude correspondante sera vraisemblablement publiée dans les prochaines semaines. Les premiers résultats indiquent que la place financière est à l'origine d'une création de valeur dans les autres branches estimée à 28 milliards de francs environ.

Les pouvoirs publics bénéficient aussi d'une place financière forte, car cette dernière verse 5 milliards de francs environ à la Confédération, aux cantons et aux communes sous forme d'impôts directs. Elle verse encore 10 milliards supplémentaires principalement via l'impôt anticipé, la TVA, etc. Cela représente 14 pour cent environ de l'ensemble des recettes fiscales de la Suisse. Le secteur financier joue aussi un rôle im-

portant en tant qu'employeur. En 2009, il représentait 237 000 emplois.

Au-delà de ces effets directs, l'accès au crédit revêt une importance capitale pour la place industrielle. Contrairement à d'autres pays, la Suisse n'a pas subi d'assèchement des crédits. Autrement dit, malgré une situation internationale précaire sur les marchés financiers, les banques helvétiques ont garanti l'offre de crédit. Les crédits accordés par les banques à des PME représentent un volume largement supérieur à 300 milliards de francs. Même pendant la crise des marchés financiers, cette source de financement ne s'est jamais tarie. La

*«Tout ce qui peut être régulé ne doit pas forcément l'être».*

place financière a donc fortement contribué à atténuer le ralentissement de la conjoncture en Suisse en comparaison internationale. S'ajoutent à cela des taux d'intérêt extraordinairement bas, qui stimulent les investissements et renforcent de ce fait la croissance économique.

Une place financière forte revêt une grande importance, en particulier pour les entreprises industrielles exportatrices. Les domaines du trafic des paiements, des devises, des titres, de la gestion d'actifs institutionnelle de même que les restructurations et rachats exigent des services professionnels. L'existence en Suisse d'une offre de services financiers de qualité internationale constitue un avantage de taille pour la place industrielle suisse. L'industrie des services financiers est consciente que

le franc fort pèse sur les entreprises exportatrices et s'efforce autant que possible de trouver des solutions avec les entreprises concernées. Il faut noter que les banques aussi sont affectées par le franc fort dans le segment de la gestion d'actifs. Cependant, nous ne devons pas oublier que la vigueur du franc s'explique entre autres par la stabilité et le dynamisme économique de la Suisse. Les particuliers bénéficient aussi d'un trafic des paiements simplifié très efficace. Au cours des dix dernières années, le nombre de transactions impliquant des cartes à débit direct a doublé. Les deux grandes banques de la place ont des relations commerciales avec quelque 26 500 fournisseurs. Ces relations donnent lieu à des achats pour un volume de quelque 4,5 milliards de francs par an.

D'après l'institut BAK Basel, la demande émanant du secteur financier bénéficie à diverses branches. La demande de services totale à l'égard du commerce de détail représente 1,4 milliard de francs environ et celle à l'égard de l'hôtellerie et de la restauration atteint un volume de 805 millions de francs. Il se trouve que dans ces deux secteurs, la majorité de la demande émane de personnes travaillant dans le secteur de la finance.

## Oui au «finish» suisse, non à une surréglementation

«There is only one economy». Une place financière forte est bonne pour la place industrielle et inversement. Tout n'a pas toujours été optimal par le passé, nous ne le nions pas. Il a aussi fallu se pencher sur le problème des entreprises «trop grandes pour faire faillite». Un groupe d'experts de la Confédération a réalisé des travaux préparatoires impor-

tants sur cette question. Fin décembre, le Conseil fédéral a envoyé le résultat de ces travaux en consultation, ce qui nous a valu une reconnaissance internationale. Les différentes mesures proposées sont dures, mais elles sont ciblées et coordonnées. Bien que le «finish» suisse, qui va bien au-delà de celui des dispositions internationales, constitue un défi pour les deux grandes banques, elles ont soutenu les propositions de la commission d'experts. Le train de mesures proposé forme un dispositif, de sorte que, à notre avis, il doit impérativement être repris dans son intégralité lors des délibérations politiques. Cependant, il est un principe sensé qui doit prévaloir dans un régime économique libéral: tout ce qui peut être régulé ne doit pas nécessairement l'être. Une surréglementation ou une mauvaise réglementation nuiront non seulement à la place financière, mais aussi à la place industrielle, puisque l'une et l'autre restreindraient l'octroi de crédits et l'offre de services. En effet, une mauvaise réglementation de la place financière causerait des dommages à notre place industrielle caractérisée par une forte orientation internationale. Il en ressort qu'il importe d'analyser minutieusement les conséquences de toute réglementation sur l'économie réelle. Les coûts générés par une mauvaise réglementation des marchés financiers se répercuteraient en partie sur les autres secteurs de l'économie. De plus, il ne faut pas oublier que les places financières sont en concurrence les unes avec les autres à l'échelle internationale. Afin que la place financière helvétique reste compétitive, il faut éviter d'adopter une réglementation interne allant bien au-delà de l'objectif en comparaison avec les mesures prises au sein de l'UE ou aux États-Unis. Il importe en outre d'adopter une approche différenciée et de prendre en compte le rapport coût/utilité.

### **Le droit de timbre est un handicap**

Aujourd'hui, la place financière suisse ne dispose pas d'une réglementation avantageuse dans tous les domaines. Le droit de timbre, en particulier, mine l'attrait de la place économique suisse



*Patrick Odier rappelle que le secteur financier représente plus de 230 000 emplois.*

pour les sociétés financières. Sa suppression dans le cadre de la réforme de l'imposition des entreprises III supprimerait des désavantages concurrentiels et attirerait des entreprises en Suisse (en particulier des sociétés financières), ce qui accroîtrait la création de valeur, l'emploi et les recettes fiscales. Par ailleurs, il importe de libérer de l'impôt anticipé et des droits de timbre les emprunts à conversion obligatoire (dits «CoCos»), dont la création est prévue pour résoudre le problème des entreprises «trop grandes pour faire faillite», faute de quoi ce marché intéressant se développera à l'étranger.

La place financière a besoin de bonnes conditions-cadre et d'une fiscalité compétitive. Son renforcement bénéficie également à la place industrielle et aux pouvoirs publics. Au cours des vingt dernières années, le secteur financier a été l'un des principaux moteurs de la croissance en Suisse. Nous sommes conscients de notre grande responsabilité et ferons tout pour apporter notre con-

tribution à la prospérité de l'économie suisse. Cela signifie aussi que les acteurs financiers doivent à nouveau prendre davantage conscience de leur responsabilité sociale et politique. En effet, un système économique libéral sans responsabilité individuelle ne peut fonctionner.

«There is only one economy». La place industrielle, la place financière, les citoyens, les petites et moyennes entreprises, les multinationales, les associations, les communes, les cantons et la Confédération font tous partie intégrante de l'économie suisse. Ces acteurs doivent donc bien se comprendre. C'est pourquoi, à mes yeux, le dialogue et le partenariat doivent-ils faire l'objet d'une attention constante. ■

Patrick Odier est président de l'Association suisse des banquiers et vice-président d'economiesuisse.